Registre des intérêts - Déclaration

Noms: Schneider Prénoms: Rolf Groupe/parti: Alliance Mointaine a) Activités professionnelles *(fonction et entreprise) : Spécialiste en crédits hypothécaires auprès d'AXA Assurances SA, à Lausanne depuis 01.05.2009 b) Fonctions assumées au sein d'organes de direction, de surveillance ou de conseil de personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune *(conseil d'administration, fondation): NON c) Fonctions assumées au sein de commissions ou d'autres organes de la Confédération, d'un canton ou d'une collaboration intercantonale ou intercommunale : NON d) Appartenances et fonctions exercées dans des groupes politiques actifs au niveau communal, cantonal et/ou fédéral : Caissier de l'ancienne association politique « Entente Montaine » e) Appartenances et fonctions exercées pour le compte de groupes d'intérêts actifs sur le territoire suisse *(Greenpeace, Avenir Suisse, ASLOCA, CVI Chambre vaudoise immobilière): Membres du TCS / REGA / Membre de l'Association des Employés de Banque Diplômes du Canton de Vaud (AEBD) / UNICEF / Croix Rouge Suisse et Vaudoise f) Appartenances et fonctions exercées au sein d'associations de quartier, de sociétés locales ou d'autres associations actives sur la commune : Membre Société de Développement du Mont-sur-Lausanne / Représentant du Conseil communal auprès de l'EFAJE g) Terrains et autres propriétés foncières sur le territoire de la commune – n° de parcelle(s): Copropriétaire de la COP 2564 (villa jumelle sise Chemin des Montenailles 76, **1052 Le Mont-sur-Lausanne**) h) Détention d'actions et/ou d'autres participations dans des personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune : Détenteur de 2 parts sociales de la Banque Raiffeisen à CHF 200.00 Par sa signature, le/la Conseiller ère communal e reconnaît que toutes ses affirmations sont exactes. Le Mont-sur-Lausanne, le 20 avril 2024 Signature:

Source : Art. 56 (RCC), Règlement ad hoc – Registre des intérêts

Contrôle : Tous les élu·e·s sont contrôlé·e·s durant la législature. Utilisation d'outils en libre accès : registre du commerce, registre foncier, moteurs de recherche, bases de données, etc...